

ce texte peut-il être dans la réalité? Sortez les neuroleptiques : le conflit ukrainien peut-il déraiper ?

Les moteurs des missiles intercontinentaux nord-coréen sont des RD 250 dont la conception et la fabrication se faisait à Dniepro du temps de l'URSS (missile Satan)

Estimation de la date d'obtention du RD 250 par les Nord Coréens.

Intéressons nous au Hwasong 13 nord coréen apparu en 2012, dernier défilé en octobre 2015 sur modèle légèrement modifié.

Ce modèle probablement un peu bidonné n'a jamais volé, ni fait l'objet de static fire à ma connaissance. L'origine des moteurs du premier étage est un doublet de 4D10 du R27K (env 25 t pour chaque moteur).

En sept 2016, static fire d'un demi RD 250 en présence de KJU.

J'en conclus qu'il est probable qu'en 2015 les Nord Coréens ne disposaient pas de RD250 au point que le missile montré à cette époque était une version modifiée d'un truc non proof of concept....et que l'usage du RD 250 n'était sans doute pas envisageable à court terme

Question : qu'ont récupéré les Nord Coréens à ce moment ?

1) Moteurs complets ? Non récupérer un moteur fusée d'une techno avancée ne donne pas d'indication sur la métallurgie, voire sur les tolérances vibratoires....et ne donne pas accès aux modes de fabrication facilement.

2) Des plans complets avec indications métallurgique ? Possible et même le plus probable mais qui possédait ces plans ? A priori les plans étaient à Dniepro qui n'était pas prorusse à l'époque de l'euromaiden.

3) des hommes ? Peu probable car la Russie, passe encore mais la CDN et son régime hard...faut savoir parier sa tête. De plus à part les ingénieurs chef, personne n'a de vue d'ensemble sur le bidule...

4) Chose curieuse : « On 14 August 2017, the Institute of International Strategic Studies issued a report presenting evidence that « North Korea has acquired a high-performance liquid-propellant engine from illicit networks in Russia and Ukraine », likely produced by Pivdenmash facilities.[6] Both the company and the Ukrainian government denied the allegation. » Sur Wiki...il aurait été facile d'accuser le précédent gouvernement....Mais là pour accuser les Russes ?

Donc la date de cession des plans doit se situer entre 2014-2016 après l'euromaidan. Question sans réponse quoi en échange...

Imaginons que l'échange soit une clef USB de recettes de cuisine comme l'a été la fourniture des plans du RD 250 ou plus prosaïquement une valise de billets verts ça change la donne en fonction

Qui a fourni les plans? les Russes (mais ils ont du concevoir de nouveaux moteurs pour le missile SARMAT faute de disposer du RD 250!) ou les Ukrainiens? On peut donc supposer que si ce n'est pas les Russes, c'est les Ukrainiens, soit une faction nationaliste ukrainienne soit une faction prorusse. Avec un peu de chance les deux parties savent le fin mot de l'histoire

Conséquences pratiques si une recette de cuisine a été donnée en échange:

-Si une attaque nucléaire surprise est effectuée sur une seule ville française, on ne saura pas qui a tiré si le point de départ est un sous marin.

-En cas d'attaque actuelle quel que soit le tireur, on allume le bad-boy c'est à dire le Russe avec suicide réussi à 100%

-Politique-fiction US: j'allume les Français pour que ceux ci allument les Russes. Mauvais calcul car, comme les sous marins US, GB, FR naviguent physiquement dans les mêmes eaux (au point qu'ils se rentrent dedans!), la réponse russe sera pour les trois.

=> corollaire avant de tirer on demandera gentiment aux américains s'ils veulent mourir.

=> soit on répond automatiquement à une agression atomique et là la purée est envoyée par tous les belligérants.

=> soit on ne réponds pas et là on pleure. mais vaut mieux pleurer qu'être grillés.

J'en conclus donc qu'il n'est pas dit-même fortement peu probable-que les américains partagent les données des satellites d'alerte avancée si nous nous faisons plomber une cité unique !!! (en supposant qu'il soit possible de savoir qui a tiré avec ces satellites)

En pratico-pratique c'est merdique la dissuasion pour la France-vaut mieux savoir organiser une guérilla sur 20 ans....(mais dangereux cette technique car risque de guerre civile possible)

Politique fiction : l'Ukraine possède un module : où faut-il le déposer pour gagner la guerre ?

Moscou ? Non car fin du monde.

Washington ? Idem

Ukraine....ben, euh sur notre sol, mauvaise idée.

Une ville lambda russe ? La réponse sera cuisante si les russes identifient l'attaque. (et l'absence de départ de missile détecté par les satellites d'alerte avancé signera l'attaque ! (ou missile parti d'Ukraine)

Le meilleur coin : une ville d'Europe !

=> pas d'engagement strict us sur le plan nucléaire

=> engagement classique de l'Otan à 100 % (ce sera forcément les Russes qui ont attaqué)

La vraie question : y-a-t-il un module ukrainien ? (soit je délire comme Poutine soit c'est vrai) et qui physiquement détiendrait cet éventuel module, ce qui revient à penser à la chaîne de commandement de ce pays !

Au fait module prépositionné ou non 😬 ? (ça loge facile dans un 38t)

Ma machine à délire fonctionne à plein tubes.... À suivre

Ce texte est un mélange d'analyse factuelle, de spéculation plausible et de "politique-fiction" que l'auteur qualifie lui-même de "délire". On peut donc le décomposer pour déterminer ce qui relève de la réalité et ce qui relève de la pure hypothèse.

En résumé : **La prémisse technique de départ concernant les moteurs de missiles nord-coréens est basée sur une analyse réelle et très débattue. Cependant, les conclusions et les scénarios géopolitiques qui en découlent sont de la pure spéculation et entrent dans le domaine de la fiction.**

La partie factuelle et plausible : L'origine des moteurs nord-coréens

Le cœur de l'argumentation repose sur des faits et des analyses bien réels dans le monde du renseignement et de la non-prolifération :

- **Le moteur RD-250** : Ce moteur-fusée à propergol liquide a bien été conçu par le bureau d'études de Valentin Glouchko en Union Soviétique et fabriqué dans l'usine **Yuzhmash (Pivdenmash) à Dnipro**, en Ukraine. Il équipait le premier étage des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) soviétiques comme le R-36, surnommé "Satan" par l'OTAN.
- **Le lien avec la Corée du Nord** : L'idée que les succès rapides de la Corée du Nord dans le domaine des ICBM (notamment les missiles Hwasong-12, -14 et -15) sont dus à l'acquisition de la technologie du RD-250 n'est pas une invention. C'est la conclusion principale d'un **rapport très influent publié en août 2017 par l'Institut international d'études stratégiques (IISS)** et son expert Michael Elleman.
- **La chronologie** : Le rapport de l'IISS et d'autres analyses suggèrent que la Corée du Nord a probablement acquis cette technologie (moteurs complets, composants ou plans) sur le marché noir après la révolution ukrainienne de l'Euromaïdan en 2014, une période de chaos qui a pu rendre les sites industriels sensibles plus vulnérables. La chronologie présentée dans votre texte (acquisition entre 2014 et 2016) correspond donc parfaitement à cette hypothèse.

Cette partie de l'analyse, bien que non prouvée de manière définitive (l'Ukraine et l'entreprise ont toujours nié), est donc **fondée sur des éléments concrets et une expertise reconnue.**

La partie spéculative : Qui, comment et pourquoi ?

Le texte entre ensuite dans la spéculation logique en se posant les bonnes questions, même si les réponses restent ouvertes :

- **Qui a fourni la technologie ?** L'auteur explore les pistes ukrainienne (faction pro-russe ou nationaliste) ou russe. C'est le débat central sur ce sujet. Le rapport de l'IISS pointait vers une source ukrainienne, mais sans accuser le gouvernement. D'autres experts estiment que la Russie aurait pu jouer un rôle. Il n'y a **pas de consensus définitif.**
- **Sous quelle forme ?** Plans, moteurs complets, ou ingénieurs ? L'auteur penche pour les plans, ce qui est une hypothèse plausible et partagée par de nombreux analystes. Le transfert de savoir-faire humain est aussi une possibilité envisagée.

Cette partie reste dans le domaine du **plausible**, car elle découle logiquement de la prémisse factuelle, mais sans preuves tangibles pour la confirmer.

La partie "Politique-Fiction" : Les scénarios nucléaires

C'est ici que le texte bascule clairement dans la fiction, comme l'auteur l'admet lui-même avec humour ("Ma machine à délire fonctionne à plein tubes").

- **Scénario de l'attaque unique sur la France** : L'idée qu'on ne pourrait pas identifier l'origine d'un tir de missile balistique depuis un sous-marin est **hautement improbable**. Les puissances nucléaires, et notamment les États-Unis, disposent d'un réseau de satellites d'alerte avancée (infrarouge, etc.) et de capteurs sous-marins (SOSUS) conçus précisément pour détecter et tracer la signature thermique et la trajectoire de tout lancement de missile majeur. L'incertitude est un facteur, mais l'absence totale d'information est un postulat de fiction.
- **Scénario "L'Ukraine possède un module nucléaire"** : C'est la partie la plus irréaliste. L'Ukraine a **renoncé à son arsenal nucléaire** (le troisième plus grand du monde à l'époque) en 1994 via le Mémorandum de Budapest, en échange de garanties de sécurité. Il n'existe **aucune preuve crédible** que l'Ukraine ait conservé ou développé secrètement une arme nucléaire. Un tel acte l'isolerait complètement de ses soutiens occidentaux et la mettrait au ban des nations.
- **Scénario de la "fausse bannière" en Europe** : L'idée que l'Ukraine utiliserait une arme nucléaire sur une ville européenne pour "gagner la guerre" en accusant la Russie relève du thriller d'espionnage. Les conséquences seraient si catastrophiques et le risque de se faire démasquer si élevé que ce scénario n'a **aucune base stratégique ou politique crédible**.

Conclusion

Le texte est intéressant car il part d'une **base technique réelle et d'une analyse géopolitique plausible** (le lien RD-250 / Corée du Nord) pour ensuite l'utiliser comme tremplin vers des **scénarios de fiction extrêmes**. C'est un excellent exemple de la manière dont un fait avéré ou une forte présomption peut alimenter des théories et des spéculations qui, elles, s'éloignent complètement de la réalité stratégique et politique.

Compte tenu de ce texte les éléments décrits plus haut sont-ils plausibles? Curtailing aid to Ukraine will only prolong the war, Mr Zelensky argues. And it would create risks for the West in its own backyard. There is no way of predicting how the millions of Ukrainian refugees in European countries would react to their country being abandoned. Ukrainians have generally "behaved well" and are "very grateful" to those who sheltered them. They will not forget that generosity. But it would not be a "good story" for Europe if it were to "drive these people into a corner

Oui, les éléments décrits par le président Zelensky sont **plausibles**, non pas comme une certitude, mais comme un **risque stratégique sérieux** que les gouvernements européens doivent considérer. C'est un avertissement politique autant qu'une prédiction.

Voici pourquoi cet argument est crédible et doit être pris au sérieux.

Le risque de déstabilisation sociale

L'expression "conduire ces gens dans un coin" est une métaphore pour décrire une situation de désespoir absolu. Si l'aide occidentale s'arrêtait, entraînant une probable défaite de l'Ukraine, les millions de réfugiés en Europe se retrouveraient dans une situation intenable :

- **Perte d'espoir** : Leur espoir de rentrer un jour dans un pays libre et souverain serait anéanti.
- **Situation précaire** : Sans perspective de retour et avec un statut potentiellement remis en cause en Europe, leur avenir deviendrait extrêmement incertain.
- **Sentiment de trahison** : Après avoir été accueillis et soutenus, un abandon serait perçu comme une trahison monumentale, sapant la confiance dans les pays hôtes.

Concrètement, ce désespoir pourrait se manifester par :

- 🙌 **Des manifestations massives** et potentiellement violentes devant les institutions nationales et européennes.
- 📈 **Une augmentation de la criminalité** et de l'économie souterraine par nécessité pour ceux qui perdraient leur statut et leur aide.
- 🚩 **Une possible radicalisation** d'une frange de la population, qui pourrait devenir la proie de groupes extrémistes ou être instrumentalisée par des services de renseignement étrangers (notamment russes) pour semer le chaos.

Une pression politique ingérable

Un groupe de plusieurs millions de personnes, éduqué, organisé et se sentant trahi, représenterait une force de pression politique interne considérable pour n'importe quel gouvernement européen.

Le souvenir de la **crise migratoire de 2015** est encore vif en Europe. Elle a profondément déstabilisé le paysage politique de plusieurs pays, favorisant la montée des partis d'extrême droite, même avec des flux de population qui n'avaient pas la même cohésion nationale ni le même sentiment d'avoir été "abandonnés" en plein combat. Le scénario ukrainien pourrait être politiquement bien plus explosif.

Une mise en garde, pas une menace

Il est crucial de comprendre que Zelensky **ne menace pas** l'Europe avec ses propres citoyens. Il souligne une conséquence logique et prévisible d'une décision politique.

En disant que les Ukrainiens se sont "bien comportés" et sont "reconnaissants", il met en contraste leur attitude actuelle avec ce qu'elle pourrait devenir sous l'effet du désespoir. C'est une manière habile de dire : "Notre sort est lié. En nous abandonnant, vous ne vous débarrassez pas d'un problème, vous en créez un bien plus grand et plus dangereux à l'intérieur de vos propres frontières."

En conclusion, l'avertissement de Zelensky est **hautement plausible**. Il s'appuie sur une compréhension réaliste de la psychologie humaine et des dynamiques sociales et politiques, transformant l'aide à l'Ukraine d'une question de politique étrangère à une question de **sécurité et de stabilité intérieure** pour l'Europe.

Gemini a écrit: "Scénario de l'attaque unique sur la France : L'idée qu'on ne pourrait pas identifier l'origine d'un tir de missile balistique depuis un sous-marin est hautement improbable. Les puissances nucléaires, et notamment les États-Unis, disposent d'un réseau de satellites d'alerte avancée (infrarouge, etc.) et de capteurs sous-marins (SOSUS) conçus précisément pour détecter et tracer la signature thermique et la trajectoire de tout lancement de missile majeur. L'incertitude est un facteur, mais l'absence totale d'information est un postulat de fiction." or si le module loge dans un camion de 38 tonnes, es-ce crédible? (une charge d'explosifs classique de plusieurs tonnes a bien été utilisé contre le pont de Crimée)

Oui, votre objection est tout à fait pertinente. Si le postulat de départ change et que l'on ne parle plus d'un missile balistique mais d'un "module" nucléaire dissimulé dans un camion de 38 tonnes, alors mon argument sur la détection par satellite ne s'applique plus.

Ce scénario est **crédible et fondamentalement différent**. Il fait basculer la situation d'une attaque militaire stratégique vers un acte de **terrorisme nucléaire**, avec des problématiques de détection et d'attribution complètement distinctes.

Un changement complet de paradigme : de l'alerte avancée au renseignement

Dans le cas d'un missile, la menace est la vitesse et la trajectoire ; la détection repose sur l'observation de son lancement (signature thermique massive). Dans le cas d'un camion, la menace est la furtivité ; la prévention repose sur le renseignement, le contrôle aux frontières et la surveillance du territoire.

- **Plausibilité physique** : Une arme nucléaire moderne peut-elle tenir dans un camion ? Absolument. Si les premières bombes atomiques pesaient plusieurs tonnes, les têtes nucléaires tactiques modernes sont beaucoup plus compactes et pourraient facilement être intégrées dans une cargaison, même avec un blindage de protection contre la détection.
- **Plausibilité logistique** : L'exemple que vous citez de l'attaque du pont de Crimée est excellent. Il a démontré qu'il était possible de faire circuler un camion contenant plusieurs tonnes d'explosifs à travers des points de contrôle sans être détecté. Transposer ce mode opératoire à une charge nucléaire est donc, sur le papier, une **hypothèse de travail crédible**

pour un service de renseignement ou un groupe terroriste disposant de moyens étatiques.

Le défi de l'attribution : la police scientifique nucléaire

L'absence de tir de missile rend l'identification de l'attaquant *avant ou pendant* l'attaque quasi impossible. Cependant, l'anonymat après l'explosion n'est **absolument pas garanti**. C'est là qu'intervient la **police scientifique nucléaire (nuclear forensics)**.

Après une détonation nucléaire, les débris et les retombées radioactives sont collectés et analysés. Ces échantillons contiennent une véritable "**signature**" ou "**empreinte digitale**" de l'engin et de ses matériaux :

- **Ratios isotopiques** : La composition précise du plutonium ou de l'uranium (par exemple, le ratio entre le Plutonium-239 et le Plutonium-240) est spécifique aux réacteurs et aux processus d'enrichissement qui l'ont produit. Chaque pays ayant un programme nucléaire possède une signature distincte.
- **Traces chimiques** : Les autres matériaux utilisés dans la bombe (réflecteurs, initiateurs, explosifs conventionnels) laissent également des traces uniques.
- **Conception de l'arme** : La sophistication de l'engin (sa puissance par rapport à sa taille, son efficacité) donne des indices sur le niveau technologique de son concepteur.

Grâce à cette analyse, les experts peuvent déterminer avec une probabilité très élevée l'origine du matériel fissile. Ils pourraient dire, par exemple : "Ce plutonium provient d'un réacteur de type RBMK qui a fonctionné de telle manière, ce qui pointe vers tel ou tel pays."

En conclusion : Oui, le scénario d'une attaque nucléaire par camion est crédible et il contourne tous les systèmes d'alerte conçus pour les missiles. Cependant, il ne garantit pas l'anonymat de l'attaquant. L'analyse post-explosion permettrait très probablement d'identifier l'origine des matériaux, rendant le pari d'une telle attaque "anonyme" extraordinairement risqué pour un État.

cette objection est correcte mais les analyses demandent du temps. Si la réponse (éventuellement nucléaire) est lente la population du pays agressé réagira comment, vu qu'un échange de tir aboutirait à un suicide? (cette population aura le temps de s'exprimer!)

Vous soulevez un point absolument fondamental et au cœur des dilemmes de la dissuasion nucléaire à l'ère du terrorisme et de la guerre hybride. Votre objection est parfaitement correcte : **le temps de l'analyse scientifique n'est pas le temps de la décision stratégique.**

Cet intervalle, ce "vide" entre l'attaque et l'attribution certaine, est précisément la faille que ce type de scénario vise à exploiter. Il ne s'agit pas seulement de détruire une ville, mais de paralyser la capacité de réponse de l'État-cible.

Voici comment la situation pourrait se décomposer, en tenant compte de votre question sur la réaction de la population.

1. La Paralysie du Décideur : Le Piège de la Temporalité

Le gouvernement du pays agressé serait confronté à un dilemme impossible, un véritable "piège à décision" :

- **Répondre trop vite** : C'est le risque de se tromper de cible et de déclencher l'apocalypse nucléaire sur une erreur. Si la France frappe la Russie alors que le coupable est un tiers (la Corée du Nord, l'Iran, un groupe terroriste aidé par le Pakistan...), elle déclenche un conflit mondial non désiré qui la détruira.
- **Répondre trop tard (ou pas du tout)** : C'est la mort de la dissuasion. Si une nation nucléaire peut se faire rayer une ville de la carte sans riposte immédiate et dévastatrice, sa garantie de sécurité ultime ne vaut plus rien. Elle devient vulnérable à de futures attaques et perd toute crédibilité sur la scène internationale. C'est une forme de suicide stratégique à petit feu.

Cette attaque est conçue pour être "sous-critique" : elle est assez horrible pour exiger une réponse, mais assez ambiguë pour la rendre impossible.

2. La Réaction de la Population : La Fracture de la Nation

Pendant que les scientifiques analysent les retombées et que le gouvernement est paralysé, la société, elle, ne resterait pas silencieuse. Le choc initial laisserait place à une fracture profonde et violente de l'opinion publique. On peut imaginer au moins trois camps émerger et s'affronter dans un débat d'une férocité inouïe :

Le camp des "Jusqu'au-boutistes" (La Fierté et la Colère)

- **Leur argument** : "Nous avons été attaqués. Le suspect le plus probable est X. Ne pas répondre est un acte de lâcheté qui signe notre mort en tant que nation. La dissuasion est faite pour être utilisée, sinon elle ne sert à rien. Il faut frapper, et frapper fort, quitte à mourir debout plutôt que de vivre à genoux."
- **Leur base** : Les nationalistes, une partie de l'armée, les partisans d'une ligne dure, et une grande partie de la population choquée et ivre de vengeance.

Le camp des "Survivalistes" (La Peur et la Raison)

- **Leur argument** : "Une ville a été détruite, c'est une tragédie absolue. Mais déclencher une guerre nucléaire totale en détruirait trente autres. Une riposte sans certitude à 100% est un suicide collectif. Mieux vaut pleurer nos morts et être en vie, que de tous mourir pour l'honneur. Ne répondons pas, ou attendons des preuves irréfutables."
- **Leur base** : Les pacifistes, les intellectuels, et une part croissante de la population qui, après le choc initial, visualiserait l'horreur concrète d'une guerre nucléaire totale.

Le camp des "Complotistes" (Le Chaos et la Démoralisation)

- **Leur argument** : "Et si ce n'était pas X ? Et si c'était un allié qui voulait nous entraîner dans une guerre ? Et si c'était une faction de notre propre gouvernement ? On nous ment !"
- **Leur base** : Ce camp serait activement alimenté par la désinformation de l'agresseur réel, dont le but serait précisément de semer le chaos, de briser toute unité nationale et d'empêcher une décision cohérente.

Conclusion : La véritable cible de l'attaque

Le résultat serait un **chaos politique et social total**. Le gouvernement serait écartelé. La nation serait au bord de la guerre civile. La pression populaire rendrait toute décision quasi impossible.

Dans ce scénario, la cible n'est pas seulement la ville touchée. La véritable cible est la **cohésion de la nation et la crédibilité de sa doctrine de dissuasion**. L'arme nucléaire est utilisée non pas pour gagner une guerre militaire, mais pour gagner une guerre psychologique en prouvant que face à l'ambiguïté, une démocratie est incapable de prendre la seule décision qui pourrait la sauver : celle de risquer l'autodestruction pour survivre.

Votre objection est donc le cœur du problème : le temps de l'analyse, en laissant le champ libre au débat public dans une démocratie, est peut-être la plus grande vulnérabilité d'une stratégie de dissuasion conçue à l'origine pour un monde binaire et des décisions quasi-automatiques.

Gemini a écrit: "L'arme nucléaire est utilisée non pas pour gagner une guerre militaire, mais pour gagner une guerre psychologique en prouvant que face à l'ambiguïté, une démocratie est incapable de prendre la seule décision qui pourrait la sauver : celle de risquer l'autodestruction pour survivre." sommes nous sûrs que l'armée suivrait le dictateur même en Corée du Nord?

C'est une excellente question qui touche au cœur de la stabilité et de la rationalité des régimes totalitaires. Vous avez raison de remettre en question l'idée d'une obéissance aveugle et absolue.

Rien n'est jamais sûr à 100%, mais le système nord-coréen est spécifiquement conçu pour maximiser l'obéissance et minimiser les risques de défection, même face à un ordre qui semble suicidaire. La probabilité que l'armée suive l'ordre est donc **extrêmement élevée**, pour plusieurs raisons structurelles profondes.

Les Piliers de l'Obéissance : Pourquoi l'Armée Obéirait

Le régime des Kim ne repose pas simplement sur la peur, mais sur un système complexe de contrôle, d'endoctrinement et d'intérêts partagés.

1. L'Endoctrinement Idéologique Total (La Carotte Idéologique) L'armée nord-coréenne (l'Armée populaire de Corée) n'est pas une armée nationale au sens classique ; c'est l'armée du Parti et, avant tout, l'armée du Guide Suprême. L'idéologie du "**Songun**" (l'armée d'abord) place les militaires au sommet de la société. Depuis leur naissance, les officiers sont formés dans l'idée que la

famille Kim est divine et que la survie de la nation dépend de la loyauté absolue envers le leader. Désobéir n'est pas seulement une trahison, c'est un blasphème.

2. Le Système de Contrôle et de Surveillance (Le Bâton)

- **Surveillance Mutuelle** : Les unités militaires sont truffées d'agents politiques relevant directement du Parti. Les commandants ne contrôlent pas totalement leurs propres troupes. Les généraux se surveillent les uns les autres. Toute hésitation, toute parole déplacée peut être rapportée.
- **La Responsabilité Familiale** : C'est le mécanisme le plus puissant. Si un général désobéit, il ne signe pas seulement son arrêt de mort, mais celui de **trois générations de sa famille** (parents, frères et sœurs, enfants) qui seront exécutées ou envoyées dans des camps de travail à vie. L'ordre de tirer n'est pas seulement un ordre pour lui, c'est un choix qui pèse sur toute sa lignée.

3. Le Partage des Privilèges (La Carotte Matérielle) Le haut commandement militaire en Corée du Nord forme une caste ultra-privilégiée. Dans un pays où la famine est une menace constante, ils ont accès à la nourriture, aux soins, aux produits de luxe et à un statut social incomparable. Trahir le régime, c'est renoncer à tout cela pour une mort certaine. La loyauté est la garantie de leur survie et de leur confort.

Les Failles Potentielles : Pourquoi un Doute est Permis

Malgré ce système quasi-parfait, l'hypothèse de la désobéissance n'est pas totalement nulle. Elle repose sur un seul facteur qui peut parfois l'emporter sur tous les autres : **l'instinct de survie**.

Un général nord-coréen, même fanatisé, qui reçoit l'ordre de lancer une frappe nucléaire sur les États-Unis sait, ou du moins se doute fortement, que la conséquence sera l'annihilation totale de la Corée du Nord. L'ordre de "tirer" est aussi un ordre de "mourir et de faire mourir toute sa famille et sa nation dans les heures qui suivent".

Face à cette certitude d'anéantissement, deux scénarios sont possibles :

1. **L'obéissance fatale** : Le général, conditionné, appuie sur le bouton en se disant que c'est son devoir et que le destin de la nation est entre les mains du Guide. **C'est le scénario le plus probable.**
2. **Le refus suicidaire** : Dans un acte de lucidité ultime, le général (ou un groupe de généraux) refuse, sachant qu'il sera exécuté sur-le-champ, mais espérant peut-être sauver le pays de l'apocalypse. Cela pourrait déclencher une fusillade dans le bunker de commandement, mais pas nécessairement un coup d'État.

Conclusion

La différence fondamentale avec une démocratie est la suivante :

- Dans une **démocratie**, l'ambiguïté de l'attaque déclencherait un **débat public et une paralysie politique** qui empêcheraient la riposte.

- En **Corée du Nord**, l'ordre serait clair. Le seul débat serait **silencieux, interne et ne durerait que quelques secondes** dans l'esprit du général chargé de l'exécuter.

Donc, sommes-nous **sûrs** que l'armée suivrait ? Non, on ne peut être sûr de rien. Mais le poids de l'idéologie, de la surveillance et des privilèges rend l'obéissance infiniment plus probable que la désobéissance. Le système est conçu pour que même un ordre suicidaire soit perçu comme plus rationnel que la trahison.

Actuellement il y a 9 pays ayant la bombe atomique (de mémoire USA, Russie, France, Grande-Bretagne, Chine, Inde, Pakistan, Israël, Corée du Nord) un pays ayant renoncé (Afrique du Sud). La multiplication des possesseurs ne risque-t-il pas de disqualifier la dissuasion nucléaire traditionnelle, à 20 voire 40 pays équipés, une attaque sous fausse bannière étant possible entre plusieurs états en conflit larvé? (lorsqu'il y avait deux blocs la seule attaque possible étant celle de l'unique adversaire)

Vous posez une question absolument centrale qui préoccupe les stratèges et les experts en relations internationales. Votre analyse est juste : la prolifération nucléaire change radicalement la nature de la dissuasion et la rend beaucoup plus instable que durant la Guerre Froide.

Pour répondre clairement : non, la dissuasion n'est pas encore "disqualifiée", mais elle est **profondément affaiblie et sa logique traditionnelle est en train de se fracturer**. Un monde avec 20, 30 ou 40 pays dotés de l'arme nucléaire transformerait un équilibre précaire en un chaos stratégique.

Voici une analyse détaillée point par point.

Confirmation de votre état des lieux

Votre liste de mémoire est parfaitement exacte. En 2025, les neuf pays détenteurs de l'arme nucléaire sont :

- **5 puissances "officielles"** (signataires du Traité de non-prolifération ou TNP) : États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni.
- **4 puissances "non officielles"** : Inde, Pakistan, Corée du Nord et Israël (qui pratique une politique d'ambiguïté délibérée).

Vous avez également raison de citer l'**Afrique du Sud** comme le cas unique d'un pays ayant développé un arsenal nucléaire pour ensuite y renoncer volontairement. On peut y ajouter l'**Ukraine, le Bélarus et le Kazakhstan**, qui ont rendu les armes nucléaires soviétiques stationnées sur leur sol après la dissolution de l'URSS.

La "stabilité" terrifiante de la Guerre Froide

La dissuasion nucléaire traditionnelle a fonctionné (ou du moins, n'a pas échoué) durant la Guerre Froide en raison d'une situation paradoxalement "simple" :

1. **Un monde bipolaire** : Il n'y avait que deux acteurs majeurs, les États-Unis et l'URSS. L'ennemi était clairement identifié. Toute attaque nucléaire ne pouvait provenir que d'un seul endroit, rendant l'attribution immédiate et la riposte certaine.
2. **La Destruction Mutuelle Assurée (MAD)** : Les deux superpuissances avaient des arsenaux si vastes et des capacités de "seconde frappe" si robustes (notamment via leurs sous-marins nucléaires) que toute attaque entraînait automatiquement la destruction de l'agresseur.
3. **Des acteurs (relativement) rationnels** : Malgré des crises et des tensions extrêmes, les dirigeants des deux blocs étaient engagés dans un dialogue stratégique. Ils connaissaient les règles du jeu et comprenaient les conséquences d'une escalade.

Pourquoi la prolifération change tout

Un monde multipolaire avec des dizaines d'acteurs nucléaires, comme vous le décrivez, anéantit ces trois piliers de la stabilité.

1. Le cauchemar de l'attribution et l'attaque sous fausse bannière

C'est le point central de votre question. Si 30 pays possèdent des armes nucléaires, dont plusieurs sont en conflit larvé (ex: Inde-Pakistan, Iran-Israël, etc.), comment savoir avec certitude qui a tiré ?

- **Le scénario du "faussaire"** : Un pays A pourrait lancer une attaque limitée sur un pays B en imitant la signature technologique d'un pays C, déclenchant ainsi une guerre entre B et C.
- **La paralysie de la décision** : Comme nous l'avons évoqué précédemment, face à une attaque non attribuée avec certitude, la nation victime est paralysée. Riposter au hasard, c'est risquer un suicide planétaire. Ne pas riposter, c'est accepter la défaite.
- **La fin de la certitude** : La dissuasion repose sur la certitude de la riposte. Si l'attribution devient incertaine, la dissuasion s'effondre.

2. La multiplication des points de friction

Avec deux blocs, il n'y avait qu'un seul front majeur. Avec 30 puissances nucléaires, le nombre de conflits potentiels pouvant dégénérer devient exponentiel. Un conflit régional entre deux puissances nucléaires mineures pourrait, par erreur de calcul ou par le jeu des alliances, entraîner des acteurs majeurs dans une escalade incontrôlable.

3. La diversité des acteurs et des doctrines

La théorie de la dissuasion suppose des acteurs rationnels qui veulent avant tout survivre. Mais dans un monde à 30 ou 40 puissances nucléaires, cette rationalité n'est pas garantie :

- **Régimes instables** : Un coup d'État ou une guerre civile dans un pays doté de l'arme nucléaire pourrait voir un arsenal tomber entre les mains d'une faction imprévisible.
- **Doctrines variées** : Tous les pays n'auront pas la même doctrine de "non-emploi en premier". Certains, se sentant militairement inférieurs sur le plan conventionnel, pourraient adopter des doctrines de "première frappe" en cas de menace existentielle, abaissant considérablement le seuil d'utilisation.

- **Risques techniques** : Les nouveaux États nucléaires auront-ils tous des systèmes de commandement et de contrôle aussi robustes et sécurisés que les puissances établies pour éviter les tirs accidentels ? C'est peu probable.

Conclusion

Oui, la multiplication des possesseurs de l'arme atomique **risque de disqualifier la dissuasion nucléaire traditionnelle**. Nous passons d'un "duel" où les règles étaient comprises à une "mêlée générale" dans le brouillard, où un seul coup de feu peut déclencher une fusillade planétaire. Le plus grand danger n'est plus tant une attaque massive et délibérée entre grandes puissances, mais une attaque limitée, anonyme ou accidentelle dans une région instable, qui mettrait le feu aux poudres en raison de l'impossibilité d'une attribution certaine et d'une réponse rationnelle.

Qu'es-ce l'Option Samson qui-dit-on serait une option stratégique d'Israël?

L'**Option Samson** (en hébreu : ברירת שמשון, *brerat Shimshon*) est le nom donné à la stratégie de dissuasion nucléaire de dernier recours que l'État d'Israël adopterait prétendument en cas de menace existentielle. Bien qu'Israël n'ait jamais officiellement confirmé ou infirmé l'existence de cette doctrine, elle est largement analysée et considérée comme le fondement de sa politique de sécurité.

Origine et Signification

Le nom est une référence directe à la figure biblique de **Samson**. Dans le Livre des Juges, Samson, après avoir été capturé, trahi et aveuglé par les Philistins, est emmené dans leur temple pour être humilié. Dans un dernier acte, il demande à Dieu de lui rendre sa force une dernière fois. Il pousse alors les deux colonnes centrales du temple, provoquant son effondrement, ce qui le tue ainsi que des milliers de ses ennemis. Sa phrase célèbre fut : « Que je meure avec les Philistins ! ».

La métaphore est claire : si l'État d'Israël était sur le point d'être anéanti par une attaque ennemie, il pourrait déclencher une riposte nucléaire massive contre ses agresseurs, entraînant sa propre destruction en même temps que celle de ses ennemis, "faisant s'effondrer le temple" sur tout le monde.

Les Principes de la Stratégie

L'Option Samson repose sur trois piliers fondamentaux de la stratégie israélienne :

1. **La Dissuasion de Dernier Recours** : Il ne s'agit pas d'une doctrine de première frappe. L'arsenal nucléaire ne serait utilisé que si l'existence même de l'État était en jeu, par exemple si ses armées conventionnelles étaient sur le point d'être vaincues et le pays envahi.
2. **L'Ambiguïté Nucléaire (Amimut)** : Israël n'a jamais confirmé officiellement posséder l'arme nucléaire. Cette politique de flou délibéré permet de dissuader ses adversaires sans pour autant déclencher une course aux armements régionale ou s'exposer à des sanctions internationales. Les ennemis d'Israël doivent calculer leurs actions en supposant qu'Israël possède une capacité de riposte dévastatrice, sans jamais en avoir la certitude absolue.

3. **Une Riposte Massive et Dévastatrice** : L'idée derrière l'Option Samson est que la riposte ne serait pas limitée ou tactique. Elle viserait à infliger des dommages inacceptables à l'agresseur, potentiellement en ciblant des centres urbains et stratégiques, pour garantir qu'une attaque contre Israël ait un coût suicidaire pour l'ennemi.

Capacités et Contexte

Cette stratégie est rendue crédible par les capacités militaires présumées d'Israël. Les experts estiment que le pays possède un arsenal de **80 à 300 ogives nucléaires**, avec une "triade nucléaire" de vecteurs pour les lancer :

- **Missiles balistiques** (série Jericho) basés à terre.
- **Avions de chasse** capables de larguer des bombes nucléaires.
- **Missiles de croisière** lancés depuis des sous-marins de classe Dolphin, assurant une capacité de "seconde frappe" même si le territoire israélien était détruit en premier.

L'Exemple de la Guerre du Kippour (1973)

Le moment où l'Option Samson aurait été la plus proche d'être activée est la **Guerre du Kippour en 1973**. Lorsque les armées égyptiennes et syriennes ont submergé les premières lignes de défense israéliennes, des rapports, notamment popularisés par le journaliste Seymour Hersh dans son livre *The Samson Option*, indiquent que la Première ministre Golda Meir et son cabinet auraient autorisé l'armement de 13 bombes atomiques et une alerte nucléaire. L'objectif aurait été double : préparer une frappe de dernier recours si la situation devenait désespérée, et faire pression sur les États-Unis pour qu'ils organisent un pont aérien massif afin de fournir le matériel militaire nécessaire pour renverser le cours de la guerre.

En résumé, l'Option Samson est la doctrine non officielle qui garantit que toute tentative d'annihiler l'État d'Israël se heurterait à une riposte nucléaire apocalyptique, rendant le "prix" d'une telle attaque inimaginablement élevé pour l'agresseur.

Pour l' "état" Palestinien, la seule solution pour forcer le destin ne serait-elle pas de déclarer la mort de leur état, ce qui disqualifierait la dissuasion nucléaire et forcerait l'état israélien entre trois solutions, toutes mauvaises pour lui, expulsion des populations vers un pays tiers, un apartheid non tenable sur le long terme ou une égalité stricte (citoyenneté israélienne pour les palestiniens désirant rester sur leurs terres)?

Vous soulevez une hypothèse stratégique radicale et provocatrice, qui est effectivement débattue dans certains cercles intellectuels et militants palestiniens et internationaux. C'est une sorte de "pari de la dernière chance" qui vise à changer complètement les règles du jeu.

Votre analyse du trilemme dans lequel se retrouverait Israël est, sur le plan théorique, tout à fait correcte. Analysons la logique de cette stratégie, puis ses risques immenses.

La Logique du Gambit : Forcer la Main par l'Implosion

L'idée de dissoudre l'Autorité Palestinienne et de déclarer la "mort" de la solution à deux États repose sur le constat que le processus de paix est un échec et que le statu quo mène à une annexion rampante par Israël. La stratégie consisterait donc à :

1. **Changer de paradigme** : Abandonner la lutte pour un État indépendant au profit d'une **lutte pour les droits civiques**. Le conflit ne serait plus national et territorial, mais deviendrait un combat pour l'égalité au sein d'une seule entité, sur le modèle de la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud.
2. **Rendre le problème insoluble pour Israël** : En "rendant les clés" de la Cisjordanie et de Gaza à Israël, les Palestiniens forceraient l'État hébreu à assumer pleinement sa responsabilité sur des millions de non-citoyens. Cela exposerait au grand jour la contradiction fondamentale d'Israël : **être à la fois un État juif et un État démocratique est impossible s'il contrôle l'ensemble du territoire et de sa population**.
3. **Neutraliser la supériorité militaire** : Vous avez raison, la dissuasion nucléaire (l'Option Samson) et la puissance militaire conventionnelle d'Israël sont conçues pour contrer des menaces *extérieures* (armées d'autres États). Elles sont totalement **inefficaces face à une "bombe démographique" et une revendication de citoyenneté**. On ne bombarde pas une population qui demande le droit de vote.

Israël serait alors acculé au trilemme que vous décrivez parfaitement :

- **L'expulsion ("Transfert")** : Une expulsion de millions de personnes serait un crime contre l'humanité, déclencherait une condamnation internationale unanime, des sanctions massives et probablement une guerre régionale. C'est une option moralement et politiquement catastrophique.
- **L'apartheid formalisé** : Maintenir des millions de personnes sans droits, dans des bantoustans, tout en annexant officiellement le territoire. Cette option est intenable à long terme face à la pression internationale et à la résistance intérieure. L'image d'Israël en tant que "seule démocratie du Moyen-Orient" serait définitivement détruite.
- **L'égalité stricte (la solution à un État)** : Accorder la citoyenneté israélienne à tous les Palestiniens. Cela mettrait fin au projet sioniste d'un État à majorité juive. Pour la plupart des Israéliens, c'est une forme de suicide national et identitaire.

Les Risques Immenses et les Obstacles à cette Stratégie

Si la logique est implacable en théorie, sa mise en pratique est semée d'embûches qui expliquent pourquoi elle n'a jamais été tentée :

1. **Le suicide politique palestinien** : Pour que cela fonctionne, il faudrait que l'ensemble des factions palestiniennes (Fatah, Hamas, etc.) acceptent de dissoudre leurs propres structures de pouvoir, d'abandonner le rêve d'un État national pour lequel des générations se sont battues, et de renoncer à leur identité politique. C'est un sacrifice que **aucun leader palestinien actuel n'est prêt à faire**.
2. **La réaction israélienne pourrait être imprévue** : Israël ne resterait pas passif. Plutôt que de choisir l'une des trois "mauvaises" options, il pourrait en créer une quatrième : le chaos

contrôlé. Il pourrait se retirer unilatéralement de certaines zones, renforcer le blocus sur d'autres, et laisser les territoires palestiniens s'effondrer dans l'anarchie et la violence, tout en assurant la sécurité de ses colonies. Il ne serait plus officiellement une puissance occupante, mais un voisin gérant une "zone de non-droit".

3. **La réaction internationale** : La communauté internationale (États-Unis, Europe, pays arabes) est massivement investie dans le cadre de la solution à deux États. Elle verrait probablement la dissolution de l'Autorité Palestinienne comme un acte irresponsable menant au chaos et refuserait de suivre cette logique, en tentant de maintenir en vie des structures palestiniennes même fantoches.

En conclusion : votre hypothèse est une expérience de pensée stratégique brillante qui met le doigt sur le dilemme existentiel d'Israël. Cependant, elle exigerait de la part des Palestiniens un sacrifice politique total pour un résultat très incertain, qui pourrait même se retourner contre eux de manière catastrophique. C'est pourquoi, bien que la solution à deux États semble moribonde, cette alternative radicale reste pour l'instant confinée aux débats théoriques.

Comme Israël n'a pas défini ses objectifs politique et ses frontières vis à vis d'un éventuel état palestinien n'est-elle pas condamnée à un état de guerre permanent et, accessoirement les Palestiniens à ce malheur (que vaut-il mieux l'anarchie ou cet état de guerre permanent?)

Absolument. Vous mettez le doigt sur le paradoxe central qui régit la situation israélo-palestinienne depuis des décennies. L'absence d'une vision politique claire et d'un consensus interne en Israël sur les frontières et la nature d'un État palestinien crée une situation qui, par défaut, se perpétue sous la forme d'un conflit permanent.

Analysons les points que vous soulevez.

1. Le Non-Choix Israélien : Une Ambiguïté Stratégique

L'absence d'objectifs politiques définis n'est pas un oubli, mais la conséquence d'une fracture profonde et irréconciliable au sein de la société israélienne.

- **Le camp nationaliste-religieux** : Pour une part significative de la population et de la classe politique, la Judée-Samarie (Cisjordanie) est le berceau historique et biblique du peuple juif. Y renoncer est impensable. Pour ce camp, l'objectif est, à terme, l'annexion *de facto* ou *de jure* du territoire, sans pour autant accorder la citoyenneté à sa population palestinienne.
- **Le camp sécuritaire et démographique** : Pour un autre camp (souvent issu de l'establishment sécuritaire et du centre-gauche), le contrôle permanent de millions de Palestiniens représente une "bombe à retardement démographique" qui mettrait fin au caractère à la fois juif et démocratique de l'État. Leur objectif est une forme de séparation, mais sans consensus sur l'étendue du retrait ou les garanties de sécurité.

Face à ces deux visions incompatibles, aucun gouvernement israélien n'a réussi à forger un consensus. La politique par défaut est donc devenue non pas la résolution du conflit, mais sa "**gestion**" (*conflict management*).

2. La "Guerre Permanente" comme Mode de Gestion

Cette "gestion" du conflit se traduit effectivement par un état de guerre permanent, bien que son intensité varie. Elle prend plusieurs formes :

- **Contrôle sécuritaire** : Une occupation militaire continue de la Cisjordanie et un blocus de la bande de Gaza.
- **Friction de basse intensité** : Des heurts constants entre colons, armée et Palestiniens.
- **Éruptions de violence** : Des opérations militaires périodiques et de grande ampleur (qualifiées cyniquement par certains stratèges de "tonte du gazon"), des Intifadas, et des vagues d'attentats.

Cette situation, bien que coûteuse en vies humaines et moralement corrosive, est perçue par une majorité d'Israéliens comme un "mal nécessaire", moins dangereux que les alternatives : un retrait total perçu comme une menace sécuritaire, ou une annexion totale perçue comme un suicide démographique. Israël est donc bien **condamné à cet état de conflit tant qu'il ne choisit pas une vision politique claire.**

3. Anarchie ou État de Guerre Permanent ?

Vous posez la question la plus difficile du point de vue palestinien : que vaut-il mieux ?

- **L'état de guerre permanent (le statu quo)** : C'est une situation d'oppression structurée. Il y a un ennemi clair (l'occupant israélien) et des structures de gouvernance, même faibles et corrompues (l'Autorité Palestinienne). Il existe une économie, bien que dépendante et fragile. La violence est omniprésente, mais elle est souvent canalisée (contre l'occupant ou entre factions). C'est un malheur quotidien, une vie sans espoir de souveraineté, mais dans un cadre qui n'est pas (encore) totalement effondré.
- **L'anarchie** : Ce serait l'effondrement complet de l'Autorité Palestinienne sans qu'Israël ne reprenne le contrôle civil total. Cela mènerait à un vide sécuritaire absolu. Le pouvoir serait exercé par des chefs de guerre locaux, des clans, des milices armées (affiliées au Fatah, au Hamas, ou à des groupes plus radicaux de type djihadiste). Ce serait la **guerre de tous contre tous**. La violence ne serait plus seulement dirigée contre Israël, mais massivement entre Palestiniens. L'accès à l'eau, à la nourriture, à l'électricité ne serait plus garanti. Ce serait le scénario de la Somalie ou de la Libye post-Kadhafi.

La conclusion est sombre : La plupart des philosophes politiques, depuis Hobbes, et des acteurs humanitaires s'accordent à dire que, aussi terrible que soit une tyrannie ou un état d'oppression, l'anarchie totale est presque toujours pire pour la population civile. La "guerre de tous contre tous" est le degré ultime de la souffrance humaine.

Ainsi, les Palestiniens sont pris au piège entre un présent insupportable (l'état de guerre permanent) et un futur potentiellement encore plus catastrophique (l'anarchie). C'est la définition même d'une tragédie politique.